

PAS SIMPLE DE SEDUIRE

Etienne Schneider l'a souligné lors de sa venue au petit déjeuner d'Editpress, attirer des entreprises au Luxembourg nécessite de répondre à de multiples besoins. «Elles attendent des garanties et des informations précises sur les aides publiques ou les obligations de l'investisseur», a précisé le ministre. Mais pour certaines, c'est le taux de TVA qui compte ou bien encore la stabilité sociale et politique. «J'ai récemment rencontré les dirigeants d'une grande entreprise américaine. Ce qui les intéressait, c'était avant tout de savoir s'il y avait un aéroport, une école américaine et si la sécurité est assurée», a ajouté le ministre de l'Economie.



De gauche à droite, Carlo Thelen et Luc Henzig

Industrie: Y a plus qu'à...

Les forces et les faiblesses du Luxembourg

A l'occasion des Journées de l'économie, Carlo Thelen, l'économiste en chef de la Chambre de commerce et Luc Henzig, associé PwC Luxembourg, évoquent les grandes lignes de ce que pourrait être la politique industrielle du Luxembourg.

«L'industrie fait partie de la culture du pays. Sans industrie le Luxembourg ne peut pas survivre», souligne d'emblée Luc Henzig associé chez PricewaterhouseCoopers Luxembourg.

Il n'empêche, son poids dans l'économie luxembourgeoise a fondu alors que la Place financière se développait (voir page précédente).

Comme aimait à le répéter Jeannot Krecké lorsqu'il était encore ministre de l'Economie, le temps où il était encore possible d'attirer de grands groupes, – comme ce fut le cas dans les années 1950 ou 1960 lors-

que se sont installées des firmes étrangères, notamment américaines (Goodyear, Dupont...) afin déjà, de diversifier l'économie alors étroitement liée à la sidérurgie –, est révolu.

Alors que faire pour favoriser une réindustrialisation, puisque c'est en dehors de la sidérurgie lourde qu'il faut désormais logner, tout en consolidant l'outil industriel actuel?

Souplesse et flexibilité

«On doit notamment s'attacher à faire en sorte que le pays puisse mieux respirer, en lui conférant un peu plus de souplesse (en référence notamment à la lourdeur administrative) et de tolérance», précise Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce «il faut également investir dans la formation (et promouvoir) des métiers techniques et soutenir l'innovation. Et pas uniquement supporter la recherche privée menée par de grandes entreprises qui exploiteront ailleurs le fruit de leurs R&D mais également la recherche publique avec les PME locales qui sont susceptibles de développer de l'activité ici».

Des commentaires qui font écho à ce que disait, fin 2011, Robert Dennewald, le président de la Fedil qui fédère 540 entreprises représentant 70.000 salariés, lors d'une conférence de presse en mettant l'accent sur la nécessité de «mettre en œuvre des réformes profondes du cadre réglementaire, que ce soit dans le domaine de la simplification adminis-

trative, de la flexibilité du marché du travail, de la promotion des métiers techniques et scientifiques» sans oublier la fameuse nécessité de maîtriser les coûts de production «sous peine de dissuader tout investisseur potentiel de s'installer au Luxembourg».

«Il convient bien entendu de soutenir l'innovation et d'encourager l'entrepreneuriat. Mais dans un pays de 500.000 habitants, il n'y a pas non plus 500.000 entrepreneurs. Il est important à ce titre de renforcer la position du Luxembourg en tant que terre d'accueil pour des entreprises et de continuer à promouvoir le pays en mettant l'accent sur ses atouts comme la stabilité politique et sociale ou l'accès aux décideurs», ajoute Luc Henzig saluant au passage les efforts affichés par Jeannot Krecké en la matière.

Quant dans ce cadre de la volonté gouvernementale de focaliser ses efforts sur quelques niches d'activités (agrémentées d'avantages fiscaux) comme la logistique, les éco-technologies et les biotechnologies (deux fonds de capital risque ont été créés à cet effet) ou les TIC (technologies de l'information et de la communication)?

Niches et segments

«Nous sommes aujourd'hui sur les radars, à l'échelon international, dans ces différents domaines, notamment dans les secteurs de la logistique ou des TIC avec les investissements réalisés dans les datacenters», enchaîne Luc Henzig «toute la question désormais est de savoir comment générer de nouvelles activités alors que, par exemple, l'avantage lié à la TVA qui a soutenu l'activité des entreprises actives dans le commerce électronique est amené à disparaître en 2015 (ce sera la TVA du pays de résidence du consommateur qui s'appliquera et non plus la luxembourgeoise). On n'arrive pas à attirer d'autres grands acteurs industriels quand de gros acteurs d'un même secteur sont déjà présents (il n'y a de toutes les façons pas de foncier disponible), mais l'on peut développer de l'activité en se positionnant sur un segment bien précis d'une chaîne de fabrication. Par exemple, la logistique ou les bio-technologies, ce sont aussi d'importants consommateurs d'informatique».

«En matière d'investissement, il faudrait néanmoins conserver une petite marge de manœuvre financière afin de saisir d'éventuelles opportunités», enchaîne Carlo Thelen «dans un autre registre, j'ai également le sentiment que l'on se met parfois des bâtons dans les roues».

L'aéroport a été construit pour accueillir 3 millions de passagers, ce qui laisse une marge importante de progression. Pourquoi ne pas tenter de revoir le fonctionnement pour développer une activité dans le transport animalier ou travailler à séduire des compagnies aériennes de Chine ou du Qatar pour ces touristes au Luxembourg qui pourrait devenir un hub pour l'Europe?

A nous de développer des produits intéressés-

EXPORTER EST UNE NECESSITE

C'est une évidence, compte tenu de la taille du marché domestique, les entreprises luxembourgeoises se doivent d'exporter pour se développer. «54% des exportations de biens et 36% des exportations de services se font dans les pays voisins», précise Carlo Thelen. Bonne nouvelle. Seulement, ces exportations sont le fait de 2.000 entreprises sur les 30.000 que compte le pays. Certes, la majorité sont des TPE, voir des entreprises ne comptant qu'un unique collaborateur. Il n'empêche: il faut aller au-delà des frontières. Terrain de «jeu» naturel: la Grande Région même si les économies voisines souffrent. «On essaye de développer des relations avec la Lorraine et la Wallonie, un peu moins avec l'Allemagne. Elles restent encore trop embryonnaires et le Luxembourg fait preuve de trop d'attachisme. Mais tout n'est pas noir. Même si c'est compliqué, des projets notamment sur Esch-Belval sont lancés». «Nous entretenons de bonnes relations avec les chambres de commerce de nos voisins et nos organisations d'ailleurs des manifestations à l'échelon de la Grande Région. Mais il faut faire plus encore pour renforcer les relations et développer les affaires» concède Carlo Thelen. «Il convient d'aider les entreprises luxembourgeoises à se développer à l'échelle de la Grande Région car en la matière, le potentiel n'est toujours pas pleinement exploité», constate également Paul Huberlin, le responsable de l'assureur-crédit Coface, pour le Grand-Duché non sans préciser, aussi, qu'en la matière, le gouvernement ne peut pas non plus tout faire et que «la culture de l'exportation n'est pas suffisamment ancrée dans les têtes des dirigeants eux-mêmes».

Mais le marché grand-ducal n'en reste pas moins trop étroit. Surtout qu'il intéresse aussi les PME, notamment industrielles, des régions voisines qui sont de plus en plus nombreuses à vouloir prendre des parts de marché. Et si comme le souligne Luc Henzig, il est important de continuer à promouvoir le Luxembourg à l'étranger afin d'attirer des investisseurs et de tisser des relations commerciales, il est tout aussi important de permettre aux entreprises, de rayonner à l'échelon de la Grande Région pour ensuite, éventuellement, s'activer sur des marchés plus lointains.

sants pour qu'ils passent ne serait-ce qu'un nuit sur place. Nous avons une carte à jouer en matière de tourisme, jouons-la! Mais il est clair qu'il faudra pour cela se réorganiser».

Et cela ne semble pas chose facile.

De multiples études et autres analyses de PwC ou de Coface pour ne citer que ce deux noms, portant sur le dynamisme de chefs d'entreprise, notamment à l'export (voir encadré), sur l'efficacité de l'administration ou sur la réactivité des politiques montrent que le Luxembourg a beau être un petit pays, il n'est pas pour autant facile à faire... bouger.

FABRICE BARBIAZ

MAUVAINE ANNEE 2011 POUR ARCELORMITTAL

ArcelorMittal a publié des chiffres mi-figue mi-raisin pour son exercice 2011. Côté positif, le chiffre d'affaires affiche une progression de 20,4% à 94 milliards de dollars. Le bénéfice opérationnel progresse également de 18,7% à 10,1 milliards de dollars, porté par la croissance de ses activités minières.

Côté négatif, le résultat net chute de 22% à 2,3 milliards de dollars. Un recul imputable à un quatrième trimestre qui accuse une perte de 1 milliard de dollars en partie due à une charge exceptionnelle de 1,3 milliard de dollars. Malgré cela, le dividende sera maintenu à 0,75 dollar par action.

Si le sidérurgiste fait part d'une amélioration progressive de l'environnement en tablant pour 2012 sur une reprise de la demande de l'ordre de 4,6%, pour l'Europe, il prédit une baisse de la demande de 1,3%. Pas de quoi remettre en question sa politique affichée de mise en sommeil des sites les moins compétitifs.

Mise en sommeil définitive pour les deux hauts fourneaux de Liège et celui de Madrid et encore temporaire pour ceux de Florange et pour les sites ARES de Rodange et Schifflange. Deux sites pour lesquels Etienne Schneider, le nouveau ministre de l'Economie se dit, à toute occasion, pessimiste. Lors des derniers petits déjeuners économiques d'Editpress, il est

même allé plus loin en déclarant que «les décisions sont prises à Londres et que là-bas, ils se fichent pas mal de nos problèmes luxembourgeois».

De quoi conforter, ceux qui, syndicats en tête, doutent du redémarrage de l'aciérie de Schifflange.

Sur les sites luxembourgeois, 2011 aura été marquée par un recul de 5,8% de la production de produits longs, à 161.000 tonnes. Les exportations ont diminué de 35.000 tonnes à 2,7 millions de tonnes. Globalement, et compte tenu de l'arrêt de l'aciérie de Schifflange au quatrième trimestre, la production d'acier a baissé de 950.000 tonnes (-3,6%). Les sites de Belval et de Differdange ont enregistré une meilleure performance au T4. «Dans le site des produits plats carbone à Dudelange, le deuxième semestre, quoique en recul par rapport aux premiers six mois de l'année, a connu une activité satisfaisante. A noter que le site de Dudelange a produit avec succès des tôles Usitor, produits de haute technologie pour le secteur automobile qui ont vocation à connaître une forte croissance dans les prochaines années», indique le sidérurgiste. Si Belval et Differdange restent bénéficiaires, Rodange et Schifflange accusent de nouvelles pertes: 31 millions d'euros en 2011 faisant suite aux 36 millions d'euros de pertes de 2010.